



Déclaration liminaire au CTL du 10 mars 2016

Madame la Présidente,

Les CTL se succèdent et voient arriver toujours plus de restructurations et de fermetures de services... au point que cet ordre du jour ne présente rien moins que 15 points à son ordre du jour, dont cinq fermetures de trésoreries, une fusion de RAN, deux transferts de missions en résultant : qui dit mieux ?!

Le paysage de la DDFiP de l'Essonne se décompose au rythme des décisions budgétaires de réduction des coûts qui nous sont imposées, en rayant purement et simplement de la carte des pans entiers de notre service public de proximité.

L'exigence d'économies budgétaires imposée par l'Union Européenne génère des suppressions massives d'emplois de fonctionnaires chaque année qui accompagnent les réformes destructrices des services publics : réforme de l'Etat, réforme territoriale, réforme des collèges, réforme de la santé...

Comme cela ne suffit pas, pour ceux qui restent, on leur présente une facture supplémentaire : PPCR et le RIFSEEP ! Car pour mettre en place des réformes, le gouvernement veut « adapter » la fonction publique à ces plans, en brisant leurs statuts pour leur imposer une mobilité dans les trois versants de la Fonction publique, et en individualisant leur parcours professionnels et leur régime indemnitaire.

Alors jusqu'où irez-vous ? Jusqu'où ira notre DGFIP ? Que fait notre Ministre de nos missions de service public et de ses agents qui n'arrivent plus à faire face, ou au prix de leur santé ?

Recevoir les contribuables et les débiteurs, les renseigner, les conseiller, sont-elles des missions que Bercy voudrait purement et simplement voir disparaître ?

Pour faire passer la pilule aux agents, on réduit nos horaires d'ouverture au public en supprimant leur accès aux services les mardis et jeudis après-midi, en fermant l'accueil de la DDFiP, en fermant des trésoreries : 5 nouvelles fermetures au 31/12/16, et de nouvelles fusions de services programmées, en SIP, SIE, SPF, Enregistrement, Brigades de vérif... en prétendant leur faire croire que c'est pour leur confort et l'amélioration du service à l'utilisateur.

Croyez-vous les duper ainsi ? Quand les collègues vont devoir être transférés sur d'autres sites parfois très éloignés comme pour le PCRFP ! Quand on va transférer des missions sans les emplois y correspondant car tout ou partie sera « perdu » en route par le volet suppressions d'emplois, comme on a pu le constater au dernier CT « **suppression d'emplois** » ! Quand des collègues vont perdre leur poste, comme des cadres A et A+ des trésoreries qui ferment et qui ne savent pas ce qu'ils vont devenir !

Les collègues, qui pour certains sont dans une extrême souffrance, demandent avant tout des emplois, comme à Vierzon, ouvrir au public, rester sur tout le territoire et accomplir toutes nos missions.

Dernière nouveauté : les caisses sans numéraire. Traduction pour l'utilisateur : on veut bien que vous payiez, mais depuis chez vous.....

Les personnes âgées et/ou en grandes difficultés, fins de mois difficiles, interdits bancaires, par habitude aussi, nombreux sont les utilisateurs qui viennent régulièrement s'acquitter de leur dette en numéraire dans les caisses des centres des finances publiques ; sans oublier les secours payés en espèces par nos caisses.

Nous déplorons, Madame la Directrice, que vous ayez proposé que l'Essonne soit un département d'expérimentation et que la trésorerie de Longjumeau ait été retenue.